



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté*

*Égalité*

*Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N° 08 - OCTOBRE 2022**

**PUBLIÉ LE 11 OCTOBRE 2022**

ARS OCCITANIE

-DTARS-11

DDTM

-SAMT

-SEMA

PREFECTURE

-DLC/BELPAG

## SOMMAIRE

### ARS OCCITANIE

#### DTARS-11

Arrêté ARS OCCITANIE n° 2022-4632 du 10 octobre 2022  
modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du  
Centre Hospitalier de CARCASSONNE.....1

### DDTM

#### SAMT

Arrêté préfectoral n° DDTM-SAMT-2022-034 du 20 septembre 2022  
portant autorisation d'installation d'une enseigne à LA PALME :  
- Mme Cindy GRAUSI, représentant la SASU CIGAL'HOME.....4

#### SEMA

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2022-0078 du 10 octobre 2022  
modificatif portant déclaration d'intérêt général et prescriptions spécifiques  
au dossier n° 11-2021-00196 concernant les travaux de gestion de la  
mobilité de la Berre à Gléon sur la commune de VILLESEQUE-des-  
CORBIERES par le Syndicat des Bassins Versants de la Berre et du Rieu.....6

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2022-0079 du 10 octobre 2022  
portant prescriptions spécifiques au dossier n° 11-2022-00064 concernant  
la restauration hydromorphologique de la Clamoux sur la commune de  
MALVES-en-MINERVOIS par le Syndicat Mixte Aude Centre.....9

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2022-0080 du 11 octobre 2022  
portant mise en place de mesures de restrictions provisoires des usages  
de l'eau liées à l'état de la sécheresse.....15

### PREFECTURE

#### DLC/BELPAG

Arrêté préfectoral DLC/BELPAG n° 11-2022-142 du 6 octobre 2022  
délivrant le titre de maître-restaurateur à M. Rabah ZAOUÏ, président de  
la SAS RZ, établissement de restauration « RABAH ZAOUÏ PIZZERIA »  
à CARCASSONNE.....54

**ARRETE ARS OCCITANIE/2022- 4632  
modifiant la composition nominative du conseil de surveillance  
du Centre Hospitalier de Carcassonne**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**Vu** le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

**Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

**Vu** le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

**Vu** le décret 2016-1264 du 28 novembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie ;

**Vu** le décret ministériel du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 20 avril 2022;

**Vu** l'arrêté ARS Occitanie 2022-2511 en date du 12 juin 2022 modifiant la composition du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Carcassonne ;

**Vu** la décision ARS OCCITANIE n°2022- 3397 en date du 22 juillet 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Vu** la candidature de **Monsieur Pierre ROGEZ** en qualité de personnalité qualifiée désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé pour siéger au conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Carcassonne ;

**Vu** le courrier préfectoral en date du 6 octobre 2022, désignant **Madame Ina KRUIT** (renouvellement de mandat), représentant l'Association des Paralysés de France et **Monsieur le Docteur Michel GRAND** (renouvellement de mandat), représentant la Ligue contre le cancer, en qualité de représentants des usagers pour siéger au conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Carcassonne;

**CONSIDERANT** la fin du mandat de **Madame Danièle HERIN**, Députée de l'Aude qui lui permettait au titre de l'article 30 de la loi 2021-502 du 26 avril 2021 de participer au conseil de surveillance du centre hospitalier de Carcassonne avec voix consultative ;

**Vu** la demande de modification de l'arrêté de composition du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Carcassonne ;

**ARRETE**

**N° FINESS: 110780061**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ARS-LR/2010-245 du 3 juin 2010 modifié fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Carcassonne sont modifiées comme suit :

## I – Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

### 3° en qualité de personnalités qualifiées :

- Monsieur Patrick RODRIGUEZ et **Monsieur Pierre ROGEZ** (renouvellement mandat), personnalités qualifiées désignées par Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;
- Madame Violette MERKLING, Union Nationale France Alzheimer, **Madame Ina KRUIT** (renouvellement mandat), Association des Paralysés de France, et **Monsieur le Docteur Michel GRAND** (renouvellement mandat), Ligue contre le cancer, représentants des usagers désignés par le Préfet de l'Aude ;

## ARTICLE 2 :

Par conséquent, la composition du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Carcassonne, Etablissement public de santé est arrêtée comme suit :

## I – Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

### 1° en qualité de représentants des collectivités territoriales :

- Monsieur Gérard LARRAT maire de Carcassonne et Madame Isabelle CHESA, représentante du Conseil Municipal de Carcassonne ;
- Monsieur Éric MENASSI et Monsieur Thierry LECINA, représentants la Communauté D'Agglomération;
- Madame Tamara RIVEL représentante du Conseil Départemental de l'Aude ;

### 2° en qualité de représentants du personnel :

- Madame Claire TRILLE, représentant la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-technique ;
- Monsieur le Docteur Xavier MARTIN et Monsieur le Docteur Christophe DE LA VEGA, représentants la commission médicale d'établissement ;
- Monsieur Bruno IZARD et Madame Nadège ROUDIERE, représentants désignés par les organisations syndicales ;

### 3° en qualité de personnalités qualifiées :

- Monsieur Patrick RODRIGUEZ et **Monsieur Pierre ROGEZ** (renouvellement mandat), personnalités qualifiées désignées par Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;
- Madame Violette MERKLING, Union Nationale France Alzheimer, **Madame Ina KRUIT** (renouvellement mandat), Association des Paralysés de France, et **Monsieur le Docteur Michel GRAND** (renouvellement mandat), Ligue contre le cancer, représentants des usagers désignés par le Préfet de l'Aude ;

## II – Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le Vice-Président du directoire du centre hospitalier de Carcassonne ;
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Le Directeur de la Caisse primaire d'assurance maladie de l'Aude ;
- Le représentant des familles accueillies ;

**ARTICLE 3 :**

La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans, sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R.6143-12 et R 6143-13 du code de la santé publique.

**ARTICLE 4 :**

Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé recours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 :**

Le Directeur de l'offre de soins et de l'autonomie et le Directeur Départemental de l'Aude de l'Agence Régionale de Santé Occitanie sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Fait-le 10/10/2022

Pour le Directeur général  
Et par délégation  
La Directrice adjointe de l'Offre de Soins  
Et de l'autonomie

**Emmanuelle MICHAUD**

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie  
et par délégation, la Directrice Adjointe  
de l'Offre de soins et de l'autonomie



Emmanuelle MICHAUD

Arrêté préfectoral n°DDTM-SAMT-2022- 034  
portant *autorisation d'installation d'une enseigne à LA PALME*

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65 ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ ;

Vu la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP-011-188-22-0001, concernant l'installation d'un dispositif d'enseigne sur un immeuble sis 1, place de la République à LA PALME déposée le 18/07/2022 par Madame Cindy GRAUSI représentant la SASU CIGAL'HOME;

Vu l'accord tacite de l'architecte des bâtiments de France en date du 05 sept. 2022 ;

Considérant que le projet d'installation d'une enseigne tel que défini dans la demande d'autorisation préalable est conforme aux dispositions du code de l'Environnement en ce qui concerne les enseignes (article R 581-58 à R 581-65),

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

L'autorisation d'installation d'une enseigne en facade sur un immeuble sis 30, avenue de Toulouse à COURSAN, objet de la demande susvisée est accordée et assortie des prescriptions suivantes :

- Cette enseigne doit respecter les prescriptions du Code de l'environnement, et notamment l'article :

- R.581-58 relatif à la constitution, le maintien en bon état de propreté et à la suppression de l'enseigne dans l'hypothèse de cessation d'activité.

#### ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot- CS99002- 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site: <https://www.citoyens.telerecours.fr> .  
Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

#### ARTICLE 3 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le **20 SEP. 2022**

La Directrice Départementale Adjointe  
des Territoires et de la Mer

Nathalie CLARENC

**Voies et délais de recours :** Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- **un recours gracieux**, adressé à Monsieur le Préfet de l'Aude  
Préfecture de l'Aude

52, rue Jean Bringer CS 20001  
11836 CARCASSONNE Cedex 9;

- **un recours hiérarchique**, adressé à la ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif de Montpellier: 6, rue Pitot CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cedex 2

**Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.**

Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Maire de LA PALME ;



**Arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2022-0078  
modificatif portant déclaration d'intérêt général et prescriptions spécifiques au  
dossier n°11-2021-00196 concernant les travaux de gestion de la mobilité de la  
Berre à Gléon sur la commune de VILLESEQUE-DES-CORBIERES par le Syndicat  
des Bassins Versants de la Berre et du Rieu**

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 211-1-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-4, L. 322-1, R. 322-13 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

**Vu** l'arrêté du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Aude ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2022-0005 du 24 février 2022 portant déclaration d'intérêt général et prescriptions spécifiques au dossier n°11-2021-00196 concernant les travaux de gestion de la mobilité de la Berre à Gléon sur la commune de VILLESEQUE-DES-CORBIERES par le Syndicat des Bassins Versants de la Berre et du Rieu ;

**Vu** la décision n° DDTM-MAJSP-2022-011 du 07 avril 2022 portant subdélégation de signature à certains agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE), approuvé le 21 mars 2022 ;

**Vu** le dossier de déclaration au regard de la rubrique 3.3.5.0 définie par l'article R.214-1 du code de l'environnement déposé par Monsieur le Président du Syndicat des Bassins Versants de la Berre et du Rieu en date du 06 décembre 2021, et enregistré sous le numéro 11-2021-00196 ;



**Vu** le porté à connaissance déposé par Monsieur le Président du Syndicat des Bassins Versants de la Berre et du Rieu le 28 septembre 2022 portant modification du dossier de déclaration n° 11-2021-00196 concernant la prorogation des dates des travaux de terrassement ;

**Vu** l'absence d'observations émises par le pétitionnaire en date du 10 octobre 2022 sur le projet d'arrêté dont il a été destinataire le 06 octobre 2022 ;

**Considérant** que les modifications apportées au dossier de déclaration n° 11-2021-00196 sont notables mais non substantielles et qu'il n'y a donc pas lieu de redéposer un dossier de déclaration ;

**Considérant** le caractère complet et régulier du porté à connaissance modificatif, sous réserve du respect des prescriptions ci-après. ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude,

## **ARRETE**

### **Article 1 – Objet de l'arrêté**

Le présent arrêté modifie les dispositions de l'article n°6 de l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2022-0005 du 24 février 2022.

### **Article 2 – Articles inchangés**

Les articles de l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2022-0005 du 24 février 2022 autre que celui visé à l'article 1er du présent arrêté, restent inchangés.

### **Article 3 – Période et durée des travaux**

Le contenu de l'article n°6 de l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2022-0005 du 24 février 2022 est remplacé par le texte suivant :

- Le traitement de la végétation sur toutes les zones se déroule du 01 août au 15 octobre ;
- Les travaux de réouverture du chenal secondaire se déroulent du 15 août au 15 septembre ;
- Les travaux de terrassement de la risberme à l'aval de l'ouvrage se déroulent du 01 septembre au 31 octobre ;
- Les travaux de terrassement hors du lit de la Berre se déroulent du 01 septembre au 31 décembre ;
- Les travaux de végétalisation et de plantation des berges ont lieu du 15 novembre au 15 février afin de favoriser la reprise des plants.

Ils devront être achevés dans un délai de 3 ans après la publication du présent arrêté.

#### **Article 4 - Publication**

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Il fera l'objet d'un affichage en mairie de Villesèques des Corbières pendant une durée minimale d'un mois, procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Villesèques des Corbières et sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Aude durant une période d'au moins six mois.

#### **Article 5 – Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 6 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le président du Syndicat des Bassins Versants de la Berre et du Rieu, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, la maire de Villesèques-des-Corbières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 – Délais et recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot - CS 99002 - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr> conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du 1<sup>er</sup> jour de la publication ou de l'affichage de cet arrêté ;

2° par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**10 OCT. 2022**

Carcassonne, le  
Pour le Préfet et par délégation

L'Adjoint au Chef du Service  
De l'Eau et des Milieux Aquatiques

**Jean-Louis BURAI**

**Arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2022-0079  
portant prescriptions spécifiques au dossier n°11-2022-00064 concernant la  
restauration hydromorphologique de la Clamoux sur la commune de Malves en  
Minervois par le Syndicat Mixte Aude Centre**

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 211-1-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-4, L. 322-1, R. 322-13 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

**Vu** l'arrêté du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur BONNIER Thierry en qualité de Préfet de l'Aude ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur CLIGNIEZ Vincent, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

**Vu** la décision n° DDTM-MAJSP-2022-11 du 07 avril 2022 portant subdélégation de signature à certains agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE), approuvé le 21 mars 2022 ;

**Vu** le dossier de déclaration au regard de la rubrique 3.3.5.0 définie par l'article R.214-1 du code de l'environnement déposé par Monsieur le Président du Syndicat Mixte Aude Centre en date du 12 juillet 2022, complété le 04 octobre 2022 et enregistré sous le numéro 11-2022-00064 ;

**VU** l'absence d'observations émises par le pétitionnaire en date du 06 octobre 2022 sur le projet d'arrêté dont il a été destinataire le 06 octobre 2022 ;

**Considérant** que les travaux envisagés concourent à la restauration hydromorphologique du cours d'eau la Clamoux sur la commune de Malves en Minervois par l'arasement de

merlon et la dépose des enrochements et des murs présents dans les berges en rive droite et en rive gauche ;

**Considérant** que les travaux envisagés visent à préserver la qualité, l'équilibre et le maintien de la diversité des écosystèmes ;

**Considérant** que les travaux de restauration hydromorphologique du cours d'eau la Clamoux sur la commune de Malves en Minervois sont compatibles avec le SDAGE Rhône-Méditerranée ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude,

## ARRETE

### Article 1 – Objet de l'arrêté

Sont autorisés, aux conditions énoncées aux articles ci-dessous, les travaux de restauration hydromorphologique du cours d'eau la Clamoux sur la commune de Malves en Minervois, tels qu'envisagés par le Syndicat Mixte Aude Centre, conformément aux plans et données techniques du dossier enregistré sous le numéro 11-2022-00064.

Le Syndicat Mixte Aude Centre est ci-après désigné comme le déclarant.

### Article 2 – Rubrique

La rubrique de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par les travaux est la suivante :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime applicable
3.3.5.0	Travaux suivants, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif : 1 Arasement ou dérasement d'ouvrage en lit mineur ; 2 Désendiguement ; 3 Déplacement du lit mineur pour améliorer la fonctionnalité du cours d'eau ou rétablissement du cours d'eau dans son lit d'origine ; 4 Restauration de zones humides ; 5 Mise en dérivation ou suppression d'étangs existants ; 6 Remodelage fonctionnel ou revégétalisation de berges ; 7 Reméandrage ou remodelage hydromorphologique ; 8 Recharge sédimentaire du lit mineur ; 9 Remise à ciel ouvert de cours d'eau couverts ; 10 Restauration de zones naturelles d'expansion des crues ; 11 Opération de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques prévue dans l'un des documents de gestion mentionnés dans l'arrêté, approuvés par l'autorité administrative.	Déclaration

### **Article 3 – Nature et consistance des travaux**

Les travaux autorisés consistent à :

- Abattre la végétation sur les merlons et berges concernés par les travaux;
- Extraire et évacuer les embâcles présents dans le cours d'eau ;
- Araser les merlons en rive gauche et rive droite ;
- Déposer les protections de berge de type enrochements et murets
- Créer les bèches anti-affouillement en enrochement pour protéger les pylônes EDF d'une éventuelle érosion en pied de fondation ;

### **Article 4 – Prescriptions générales**

Les travaux se font depuis la berge, sans entrer d'engins dans le lit mouillé du cours d'eau.

Les grumes sont évacuées et les houppiers sont broyés en retrait en lit majeur.

Les matériaux inertes extraits de la dépose des protections de berge sont entreposés sur une parcelle appartenant au déclarant, pour être réutilisés lors de la création de la protection du pylône EDF.

Les matériaux inertes extraits lors de l'arasement des merlons sont régalez en retrait sur les parcelles appartenant au déclarant, l'épaisseur du régalaage des merlons ne dépassera pas 10 cm de haut.

Les matériaux non-inertes issus de l'arasement des merlons et de la dépose des protections de berges sont évacués en décharge.

La validation des services de EDF concernant la solution technique de protection des pylônes est transmise au service de la police de l'eau de la DDTM de l'Aude au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux.

### **Article 5 – Période et durée des travaux**

Les travaux sont réalisés entre le 15 octobre et le 31 décembre.

La durée de validité de ce présent arrêté est de 2 ans à compter de la date de signature.

### **Article 6 – Démarrage du chantier**

Le déclarant communique au service instructeur, au service départemental de l'office français de la biodiversité et aux maires des communes de Bagnoles et Villegly, au moins cinq jours ouvrés avant la date prévisionnelle de début des travaux, les dates prévisionnelles de début et fin du chantier, le nom de la ou des personnes morales ou physiques retenues pour l'exécution des travaux.

### **Article 7 – Suivi du chantier**

Le déclarant établit au fur et à mesure de l'avancement des travaux un compte rendu de chantier, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions ci-dessus ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux.

Ce compte rendu est mis à la disposition des services chargés de la police de l'eau.

## **Article 8 – Droit de passage**

Pendant la durée des travaux, les propriétaires et les ayants-droits (conformément à l'article L 215-18 du Code de l'Environnement) sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et les ouvriers ainsi que les engins mécaniques nécessaires à la réalisation des travaux.

Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et les jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins. La servitude instituée s'applique autant que possible en suivant la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et les plantations existants.

## **Article 9 – Gestion des pollutions**

Le déclarant doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels que l'installation de chantier, les travaux ou l'ouvrage pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.

Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

L'entretien des engins et les stockages des produits destinés à cet entretien seront réalisés sur des sites prévus à cet effet, équipés de dispositifs de rétention permettant d'empêcher toute fuite de matière polluante vers le cours d'eau. Il en est de même pour le stockage des déchets produits sur le chantier, hors débris végétaux et matériaux extraits du lit du cours d'eau.

Lorsque les contraintes liées au chantier le justifient, et notamment la distance entre les installations de chantier et la zone de travaux, le ravitaillement des engins et leur stationnement peuvent être réalisés sur ou à proximité de la zone de travaux, en dehors du lit mineur du cours d'eau. Le déclarant doit justifier, sur demande du service de contrôle, des dispositifs mis en œuvre pour limiter les risques de pollution accidentelle.

Dans l'hypothèse où les installations de chantier s'avéreraient nécessaires en zone exposée aux risques d'inondation, le déclarant doit garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue rapide.

Le projet ne doit pas entraîner la dissémination des espèces exotiques envahissantes, susceptibles d'endommager, dans le lit mineur d'un cours d'eau, les frayères, les zones de croissance et les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou, dans son lit majeur, les frayères à brochets. Le déclarant met en œuvre les moyens nécessaires pour l'éviter.

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le déclarant doit prendre toutes les mesures possibles pour y mettre fin, en évaluer les conséquences et y remédier. Les travaux sont interrompus jusqu'à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour en éviter le renouvellement. Il en informe dans les meilleurs délais le préfet, le service chargé de la police de l'eau et le maire, intéressés soit du fait du lieu de l'incident, soit du fait des conséquences potentielles de l'incident, notamment en cas de proximité d'une zone de captage pour l'alimentation en eau potable ou d'une zone de baignade.

## **Article 10 – Déchets**

A l'issue du chantier, les déchets issus des travaux sont évacués vers des sites autorisés prévus à cet effet. Ces sites seront désignés, lors de la demande, au service chargé de la police de l'eau. Les déblais sains issus des travaux sont en priorité utilisés pour des opérations de génie écologique, dès lors que leurs caractéristiques physico-chimiques le permettent.

Le terrain sur lequel étaient établies les installations de chantier est remis dans son état antérieur au démarrage des travaux, dans la mesure du possible avec les matériaux qui étaient initialement présents sur site.

## **Article 11 – Contrôles**

Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

## **Article 12 – Modalités de suivi**

Une mesure d'accompagnement en faveur de l'avifaune est mise en place avec la pose de nichoirs à oiseaux et de gîte à chauve-souris.

Le protocole de suivi mis en place est le suivant :

- Réaliser un plan des lieux d'implantation des nichoirs et gîtes ;
- Poser, Nettoyer et collecter les données des nichoirs et gîtes chaque année ;

Les données comprennent le taux d'occupation et les espèces concernées par emplacement .

Le plan d'implantation est transmis au Service de l'Eau et Milieux Aquatiques de la DDTM de l'Aude dès la réalisation des nichoirs et gîtes.

Chaque compte rendu de suivi est transmis au Service de l'Eau et Milieux Aquatiques de la DDTM de l'Aude une fois par an pendant 2 ans.

## **Article 13 – Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres législations ou réglementations.

## **Article 14 – Publication**

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude pendant une durée minimale de 4 mois.

Il fera l'objet d'un affichage en mairie de Malves en Minervois pendant une durée minimale d'un mois, procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire de Malves en minervois et sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Aude durant une période d'au moins six mois.

## **Article 15 – Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## Article 16 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le président du syndicat mixte aude centre, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le maire de Malves en Minervois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## Article 17 – Délais et recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot - CS 99002 - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr> conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du 1<sup>er</sup> jour de la publication ou de l'affichage de cet arrêté ;

2° par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Carcassonne, le **10 OCT. 2022**

Pour le Préfet et par délégation

L'Adjoint au Chef du Service  
De l'Eau et des Milieux Aquatiques

**Jean-Louis BURAIS**





Arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2022-0080

portant mise en place de mesures de restrictions provisoires des usages de l'eau liées  
à l'état de la sécheresse

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.211-1, L.211-3, L.211-8, L.214-1 et 6 L.215-7, L.215-10 et R.211-66 à 70 ;

**VU** le décret n° 2010-0146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 17 février 2021 portant nomination de Mr BONNIER Thierry en qualité de préfet de l'Aude ;

**VU** le décret 2006-1526 du 4 décembre 2006 relatif à diverses mesures en matière vitivinicole ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé le 21 mars 2022 ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du Bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

**VU** l'arrêté-cadre n° DDTM-SEMA-2021-0067 du 19 juillet 2021 portant définition d'un plan d'action sécheresse dans le département de l'Aude ;

**VU** l'arrêté-cadre n° DDTM/SER/2018150-0002 fixant en période de sécheresse le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département des Pyrénées-Orientales ;

**VU** l'arrêté-cadre n° DDTM34-2018-06-09577 portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction des prélèvements et usages de l'eau en période de sécheresse dans le département de l'Hérault ;

**VU** l'arrêté-cadre inter-préfectoral du 04 juillet 2017 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin de la Garonne ;

**VU** l'arrêté cadre interdépartemental fixant un plan d'action en cas de sécheresse pour les Bassins de l'Ariège, l'Hers Vif et leurs affluents (sauf la Lèze et la Vixiège) du 18 octobre 2018 ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant définition des zones de répartition des eaux pour le département de l'Ariège en date du 19 juillet 1994 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2010-11-1321 portant définition des zones de répartition des eaux pour le bassin versant de l'Aude médiane en date du 20 juin 2010;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2016-0042 portant définition des zones de répartition des eaux pour le bassin versant de l'Aude aval et affluent en date du 9 juin 2016;

**VU** la circulaire du 04 juillet 2005 relative à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse ;

**VU** la circulaire du 07 juillet 2005 relative à la gestion des risques sanitaires liés aux eaux destinées à la consommation humaine, et aux eaux de baignade, en période de sécheresse susceptible de conduire à des limitations des usages de l'eau ;

**VU** l'instruction ministérielle du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique,

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2022 portant restriction des prélèvements dans le département de l'Ariège ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2022 portant restriction des prélèvements dans le département de la Haute-Garonne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDTM/SER/2022276-0002 du 3 octobre 2022 portant mise en place de mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau liées à l'état de la ressource superficielle et des nappes souterraines dans le département des Pyrénées Orientales ;

**VU** la proposition de décision du Comité Ressource en Eau de l'Hérault en date du 05/10/2022;

**VU** les mesures de gestion initiées dans les départements limitrophes sur les zones d'alerte pour lesquelles le préfet de l'Aude assure l'application d'un arrêté interdépartemental ;

**VU** les remarques formulées par les membres du comité de gestion de l'eau de l'Aude sollicités en séance le 06 octobre 2022 et la situation hydrologique observée ;

**CONSIDÉRANT** les valeurs de débits relevés aux diverses stations de référence du département de l'Aude et le dépassement des seuils définis dans l'arrêté cadre départemental du 19 juillet 2021 sur un certain nombre de zones de gestion de ce bassin ;

**CONSIDÉRANT** que l'équité de traitement des usagers par coordination interdépartementale doit être respectée sur tout le territoire couvert par le présent arrêté, notamment en ce qui concerne les ressources superficielles et souterraines ainsi que les ouvrages (canaux, canalisations) situés également dans un département limitrophe.

**CONSIDÉRANT** que des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau sont nécessaires pour la préservation de la santé, de l'alimentation en eau potable, de la sécurité et salubrité publiques et la protection des milieux aquatiques naturels et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** qu'en présence d'une demande climatique élevée (conditions de températures et de sécheresse des sols extrêmes) l'arrosage par le biais de systèmes d'aspersion des cultures aux heures les plus chaudes de la journée induit des pertes par évaporation ;

**SUR** proposition de monsieur le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRÊTÉ**

Le présent arrêté définit les mesures de restrictions provisoires des usages de l'eau liées à l'état de sécheresse dans le département de l'Aude.

### **ARTICLE 2 : PORTÉE DE L'ARRÊTÉ**

Le présent arrêté abroge et se substitue à l'arrêté portant mise en place de mesures de restrictions provisoires des usages de l'eau liées du 30/09/2022.

### ARTICLE 3 : SECTEURS CONCERNÉS PAR DES MESURES DE GESTION

Au regard de la situation des zones de gestion audoises et au vu des mesures déjà mises en place dans les départements limitrophes sur les secteurs qu'ils partagent avec l'Aude, sont définis les niveaux suivants :

<b>Zone de gestion audoises</b>	<b>Niveau défini</b>
Axe réalimenté de l'Aude amont	<b>Alerte renforcée</b>
Axe réalimenté de l'Aude médiane et aval et canal du Midi y compris ses annexes (canal de jonction, canal de la Robine)	<b>Alerte renforcée</b>
Secteur Aude amont (hors axe réalimenté)	<b>Crise</b>
Secteur Aude aval, Berre et Rieu (hors axe réalimenté)	<b>Alerte renforcée</b>
Bassin versant du Fresquel	<b>Alerte renforcée</b>
Secteur Orbiel et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur	<b>Alerte</b>
Secteur Argent-Double et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur	<b>Crise</b>
Secteur Orbieu et affluents rive droite de l'Aude sur ce secteur	<b>Crise</b>
Secteur Cesse et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur	<b>Vigilance</b>
<b>Zone de gestion sous pilotage de l'Hérault</b>	<b>Niveau défini</b>
Secteur de la nappe Astienne	<b>Vigilance</b>
Secteur du système Orb réalimenté	<b>Vigilance</b>
<b>Zone de gestion sous pilotage des Pyrénées-Orientales</b>	<b>Niveau défini</b>
Secteur de la nappe plio-quaternaire du Roussillon	<b>Alerte renforcée</b>
Bassin versant de l'Agly	<b>Alerte renforcée</b>
<b>Zone de gestion sous pilotage de l'Ariège</b>	
<b>Bassin versant de l'Hers Vif y compris Vixiège</b>	<b>Niveau défini</b>
Rivière Hers-Vif hors affluents, en aval de la réalimentation par la retenue de Montbel	<b>Alerte renforcée</b>
Ensemble des cours d'eau non réalimentés de la zone de gestion (affluents et portion de l'Hers vif située en amont de la réalimentation).	<b>Crise</b>
<b>Zone de gestion sous pilotage de la Haute-Garonne</b>	<b>Niveau défini</b>
Bassin versant de l'Hers Mort	<b>Crise</b>
<b>Zone de gestion sous pilotage du Tarn</b>	<b>Niveau défini</b>
Bassin versant du Sor	<b>Vigilance</b>
Bassin versant du Thoré	<b>Vigilance</b>

**Ces zones de gestion incluent les bassins et cours d'eau désignés, leurs affluents et sous affluents, ainsi que leurs nappes d'accompagnement.**

Les zones d'alerte et les niveaux mis en place sont représentés sur la carte en annexe 1.

**Les territoires communaux totalement couverts par plusieurs zones d'alerte sécheresse (cas d'un chevauchement total des zones d'alerte) sont soumis au niveau de restriction le plus élevé.**

#### **ARTICLE 4 : MESURES CORRESPONDANT AU NIVEAU DE VIGILANCE**

Sur le territoire des communes listées en annexe 2 pour les ressources citées à l'article 2 qui sont placées en niveau de vigilance, les mesures suivantes s'appliquent.

Il est demandé :

- à tout utilisateur d'eau, d'optimiser ses consommations et de les réduire au strict nécessaire, qu'elles soient destinées à un usage privé ou professionnel ;
- aux exploitants des stations d'épuration, d'effectuer une surveillance accrue de leurs installations ;
- aux maires et aux compagnies fermières gérant la distribution de l'eau potable, de réaliser une surveillance accrue de leur ressource en eau et du marnage de leur réservoir ;
- aux activités industrielles, agricoles et commerciales, de limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau ;
- aux irrigants, d'éviter au maximum les prélèvements pendant la période de 10 heures à 18 heures.

Il est rappelé aux bénéficiaires de droits de prélèvement en cours d'eau, l'obligation de respecter les débits réservés réglementaires.

Enfin il est recommandé à l'ensemble des collectivités publiques concernées, d'être exemplaires dans leur consommation, et de relayer par tout moyen de communication appropriée, les objectifs d'économie d'eau poursuivis. Toute difficulté rencontrée devra faire l'objet d'une information à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude.

## ARTICLE 5 : MESURES CORRESPONDANT AU NIVEAU D'ALERTE

### Mesures destinées aux zones de gestion placées en Alerte (cf tableau à l'article 2)

Sur le territoire des communes listées en annexe 3 et pour les ressources citées à l'article 2 qui sont placées en niveau d'alerte, les différentes mesures qui s'appliquent sont définies ci-dessous.

Les usages visés sont ceux exclusivement concernés par les ressources mises en alerte **sauf en ce qui concerne l'ensemble des usages domestiques de l'eau pour lesquels les restrictions s'appliquent quelque soit la ressource concernée.**

#### 5.1 Mesures applicables aux **zones départementales** de gestion placées en Alerte.

##### 5.1.1 Mesures générales de limitations des usages de l'eau à partir des réseaux d'eau potable ou prélèvement dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines :

###### Sont interdits :

###### dispositions particulières pour les cours d'eau :

- les travaux dans le lit de cours d'eau destinés à améliorer les prises d'eau ou à constituer un barrage ou une réserve d'eau.
- l'éclusement ou la manœuvre des vannes d'ouvrages hydrauliques tels que moulins, étangs, micro-centrales, biefs, mares et retenues au fil de l'eau, dans la mesure où celles-ci aggraveraient le niveau de prélèvement sur les cours d'eau. Des dérogations à cette interdiction pourront être délivrées sur demande dûment motivée et si elles sont rendues nécessaires pour le non-dépassement de la cote légale de la retenue, la protection contre les inondations des terrains riverains amont ou la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont ;
- la vidange de plans d'eau de toute nature dans les cours d'eau.

##### 5.1.2 Mesure de limitation par usages

Usages	Mesures d'ALERTE
Usages de l'eau domestique	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arrosage des pelouses, espaces verts publics (y compris plantes en pots) et privés, jardins d'agrément est interdit (les jardins potagers ne sont pas concernés). Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.</li><li>• L'arrosage des espaces sportifs est interdit de 8 à 20 heures.</li><li>• Le lavage des voitures est interdit hors des installations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaires, alimentaires ou techniques) et pour les organismes liés à la sécurité publique.</li><li>• Le remplissage des piscines est interdit ; toutefois le premier remplissage des piscines nouvellement construites et la remise à niveau des piscines existantes sont autorisés entre 20 heures à 8 heures.</li><li>• Le lavage à l'eau des voiries est interdit, sauf impératifs sanitaires et à l'exception des lavages effectués par des balayeuses laveuses automatiques.</li><li>• Le nettoyage des terrasses et des façades ne faisant pas l'objet de travaux est interdit.</li><li>• L'alimentation en eau de plans d'eau et des canaux d'agrément est interdite. Une attention particulière sera portée à ces opérations afin de ne pas porter préjudice à la faune piscicole lors de la fermeture de ces canaux.</li><li>• Les fontaines publiques en circuit ouvert doivent être arrêtées.</li><li>• Le lavage des bateaux, hors professionnels lors de travaux sur zones de carénage ;</li></ul>
Usages de loisir	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arrosage des golfs est interdit de 8 heures à 20 heures. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.</li><li>• Les sports de loisirs nécessitant de marcher dans l'eau (canyoning et ruisseling,...) et</li></ul>

Usages	Mesures d'ALERTE
	<p>l'orpaillage sont interdits dans les cours d'eau de 1ère catégorie piscicole.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les prélèvements d'eau pour la chasse sont réduits de 25 %.</li> </ul>
Usages industriels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les activités industrielles et commerciales devront limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement.</li> <li>• Le fonctionnement par écluses des centrales hydroélectriques autorisables (par opposition aux concessions) est interdit.</li> <li>• Les ICPE devront respecter les dispositifs s'appliquant en cas de sécheresse contenus dans leurs arrêtés d'autorisation.</li> </ul>
Stations d'épuration des eaux usées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les gestionnaires d'installations demandent l'autorisation préalable, aux services de police des eaux, de réaliser des interventions susceptibles de générer un rejet dépassant les normes autorisées, notamment les opérations portant sur les organes de traitement ou les opérations d'entretien des réseaux (curages...).</li> </ul>

#### Mesure de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole :

A défaut d'un règlement d'arrosage tel que défini dans l'arrêté cadre sécheresse n° DDTM-SEMA-2021-0067 du 19 juillet 2021, les mesures qui s'appliquent consistent en une réduction des prélèvements de 25 % par **l'interdiction de prélever de 12 heures à 18 heures en situation d'alerte.**

#### Mesure de limitation des usages de l'eau à des fins de navigation :

Les prélèvements effectués par Voies Navigables de France (VNF) sur les cours d'eau sont soumis à des mesures de réduction débitométrique de 25%, sauf en cas de compensation intégrale et instantanée à partir de lâcher de barrage sur la base d'un débit correspondant à cette réduction volumétrique.

il sera procédé au regroupement des bateaux dans le cadre de leur franchissement d'écluses. La tenue des biefs sera réalisée sans surcote de manière à éviter les déversements au milieu naturel.

#### Mesure de limitation des usages de l'eau destinés au fonctionnement des milieux naturels :

A défaut d'un règlement d'arrosage, les mesures consistent en une réduction des prélèvements de 25 % **par l'interdiction de prélever de 12 heures à 18 heures.**

#### 5.1.3 Exceptions

Ne sont pas concernés par les restrictions les usages ci dessous :

- l'abreuvement des animaux
- L'arrosage des les plantes en pots dans un cadre professionnel (par exemple jardinerie, pépinières), des « greens et départs » de golfs,
- L'arrosage des plantations de génie végétal des berges de cours d'eau de moins de trois ans réalisés par des établissements publics gestionnaire de rivière ;

## ARTICLE 6 : MESURES CORRESPONDANT AU NIVEAU D'ALERTE RENFORCÉE

### 6.1 Mesures applicables à la zone de gestion « Nappes plio-quaternaire du Roussillon » (commune de Leucate).

#### 6.1.1 Mesures générales de limitations des usages de l'eau à partir des réseaux d'eau potable ou prélèvement dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines :

##### Sont interdits :

Le prélèvement de l'eau pour le remplissage des piscines privées à usage unifamilial, exception faite de la première mise en eau après construction du bassin. Cela ne concerne pas les appoints en eau nécessaires au cours de la saison, quelle que soit la ressource mobilisée ;

Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage personnel ;

Le lavage des véhicules hors des stations professionnelles, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires, véhicules de secours et de pompiers) ou technique (bétonnière ...) et pour les organes liés à la sécurité ;

Le fonctionnement des fontaines publiques en circuit ouvert ;

Le nettoyage des terrasses et des façades ne faisant pas l'objet de travaux ;

Le lavage des voiries, sauf impératif sanitaire et à l'exclusion des balayeuses laveuses automatiques ;

Le lavage des bateaux, sauf s'il est réalisé par un professionnel pour des travaux sur zone de carénage ;

L'arrosage des pelouses, des rond-points, des espaces verts publics et privés et des jardins d'agrément. Ne sont pas concernés : les plantes en pots, les travaux de génie végétal et de plantation de berges de cours d'eau de moins de trois ans, réalisés par des établissements publics gestionnaires de rivière ;

L'arrosage des espaces sportifs de toute nature et des terrains de golf à l'exception des « greens et départs » et des terrains de sport (limités strictement aux aires de jeu des terrains principaux), dont l'arrosage est autorisé sur une plage de 4 h et toutefois interdit de 6 h à 20 h ;

L'arrosage des jardins potagers, sauf entre 20 h et minuit ;

Le fonctionnement des douches de plage publiques et privées.

##### dispositions particulières pour les cours d'eau :

les prélèvements pour un usage domestique, effectués directement dans les cours d'eau, à l'exception de ceux effectués pour l'abreuvement des animaux ;

les travaux dans le lit de cours d'eau destinés à améliorer les prises d'eau ou à constituer un barrage ou une réserve d'eau. Toutefois, les travaux de réfection d'aménagements de prise d'eau d'irrigation de type « merlons en graviers », endommagés en cours de saison d'irrigation par un « coup d'eau », pourront être autorisés après validation par le service en charge de la police de l'eau ;

l'éclusement ou la manœuvre des vannes d'ouvrages hydrauliques, tels que moulins, étangs, micro-centrales, biefs, mares et retenues au fil de l'eau, dans la mesure où celles-ci aggraveraient le niveau de prélèvement sur les cours d'eau.

Des dérogations à cette interdiction pourront être délivrées sur demande dûment motivée et si elles sont rendues nécessaires pour le non-dépassement de la cote légale de la retenue, la protection contre les inondations des terrains riverains amont ou la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont ;

la vidange de plans d'eau de toute nature dans les cours d'eau.



### Usages réglementés :

- Les tests de poteau incendie sont à reporter dans la mesure du possible mais restent autorisés en cas de nécessité après information du service en charge de la police de l'eau.
- Le remplissage des piscines à usage collectif nécessitant des vidanges et des renouvellements d'eau réguliers, liés à des contraintes imposées par l'ARS. Ces remplissages doivent se limiter strictement aux quantités imposées. Les pataugeoires sont exemptées.
- Les purges de réseau ou le lavage des réservoirs d'alimentation en eau potable sont limités au strict nécessaire.
- La vidange des piscines reste autorisée sur justification sanitaire ; le rejet doit impérativement faire l'objet d'une neutralisation préalable du chlore et du pH afin de respecter les dispositions du décret du 19 décembre 1991.
- Toutes les interventions indispensables sur les stations d'épuration sont soumises à l'autorisation préalable du service en charge de la police de l'eau.

### **6.1.2 Mesures de limitation des usages de l'eau concernant les usages industriels :**

Les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux sont soumis aux mesures de limitation ou d'interdiction générales listées ci-avant (arrosage des pelouses, lavage des véhicules, nettoyage des voiries...) pour les usages de l'eau qui ne sont pas directement liés au procédé industriel ou ne sont pas indispensables à l'activité de l'installation.

Les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, importants consommateurs d'eau, sont tenus de faire connaître, la semaine suivant la publication d'un arrêté de restriction d'usage de l'eau, leurs besoins prioritaires et indispensables pour leur fonctionnement, au service en charge de la police de l'eau, et à l'inspecteur des installations classées compétent s'il y a lieu, pour validation.

Les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, importants consommateurs d'eau, sont tenus de faire connaître, tous les 7 jours au service en charge de la police de l'eau, le relevé des volumes totaux journaliers consommés sur la semaine. Un bilan de ces consommations d'eau sera fait en fin de saison avec les services concernés.

Les industries et les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) disposant dans les arrêtés préfectoraux qui les concernent, de modalités de limitation de leurs prélèvements d'eau devront respecter les mesures de restriction conformément à leur plan d'économie.

Ces mesures ne concernent en aucun cas les abreuvements d'animaux et les usages soumis à des règles d'hygiène au niveau des élevages.

En l'absence de mesures de restriction d'eau en période de sécheresse stipulées dans leurs arrêtés préfectoraux, les industries et ICPE devront limiter leur consommation au strict nécessaire à la production. Un registre de prélèvement devra être rempli de manière hebdomadaire.

Les entreprises soumises par l'Inspection des Installations Classées à la fourniture d'informations complémentaires au titre de la mise en application du plan d'action national sécheresse, doivent mettre en œuvre les mesures prévues dans leur plan d'économie de limitation de leurs prélèvements et de consommation, de renforcement des contrôles de qualité de leurs rejets dans les eaux superficielles et souterraines, et de surveillance de l'impact de ceux-ci sur le milieu récepteur, afin d'éviter les pollutions.

Ces mesures ne concernent en aucun cas les abreuvements d'animaux et les usages soumis à des règles d'hygiène au niveau des élevages.

En l'absence de mesures de restriction d'eau en période de sécheresse stipulées dans leurs arrêtés préfectoraux, les industries et ICPE devront limiter leur consommation au strict nécessaire à la production. Un registre de prélèvement devra être rempli de manière hebdomadaire.

Les entreprises soumises par l'Inspection des Installations Classées à la fourniture d'informations complémentaires au titre de la mise en application du plan d'action national sécheresse, doivent mettre en œuvre les mesures prévues dans leur plan d'économie de limitation de leurs prélèvements et de consommation, de renforcement des contrôles de qualité de leurs rejets dans les eaux superficielles et souterraines, et de surveillance de l'impact de ceux-ci sur le milieu récepteur, afin d'éviter les pollutions.

### 6.1.3 Mesure de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole :

Les prélèvements sont réduits de 50 %. Cette réduction se traduit :

- soit par une interdiction de prélever deux jours sur quatre selon les modalités suivantes : la journée commence à 8 h 00 et finit le lendemain à 8 h 00. Le calendrier des jours autorisés et interdits figure en annexe 6 **Les communes du département de l'Aude correspondent au calendrier B.**
- soit par la réduction volumétrique à hauteur de 50 % (calculée sur la moyenne mensuelle des prélèvements des 3 à 5 dernières années sans restriction) pour les prélèvements autorisés et dont la consommation peut être justifiée à l'aide d'un dispositif de comptage et d'un registre.

Cas particulier des cultures en godets et semis (jeunes plants) et aux modes d'irrigation par sous-pression, micro-aspersion et goutte-à-goutte : la mesure de limitation s'applique à hauteur de 25 %. Le calendrier des journées autorisées et interdites figure en annexe 6 bis. **Les communes du département de l'Aude correspondent au calendrier B.**

Pour les eaux superficielles, les organisations collectives peuvent soumettre à la validation du service chargé de la police de l'eau un règlement d'arrosage ou « tours d'eau » établi selon l'annexe 7 du présent arrêté et produisant globalement pour le périmètre d'application de ce règlement une économie volumétrique de 50 %. Une fois le règlement d'arrosage validé, les seuils de restriction sont affichés au niveau des prises d'eau concernées. Les dispositions du règlement sont mises en œuvre sans délai et se substituent aux restrictions prévues dans le présent chapitre.

Les organisations collectives sont soumises aux mesures de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole quel que soit l'usage final effectif de l'eau (jardins potagers, jardins d'agrément...).

## 6.2 Mesures destinées aux autres zones de gestion départementales placées en Alerte Renforcée (cf tableau à l'article 2) :

Sur le territoire des communes listées en annexe 4 et pour les ressources citées à l'article 2 qui sont placées en niveau d'alerte renforcée, les différentes mesures qui s'appliquent sont définies ci-dessous.

Les usages visés sont ceux exclusivement concernés par les ressources mises en alerte renforcée **sauf en ce qui concerne l'ensemble des usages domestiques de l'eau pour lesquels les restrictions s'applique quelque soit la ressource concernée.**

### 6.2.1 Mesures générales de limitation des usages de l'eau à partir des réseaux d'eau potable ou prélèvement dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines :

**En alerte renforcée, les mesures définies pour l'alerte présentées à l'article 5 sont complétées ou remplacées par les mesures suivantes :**

Mesures d'ALERTE RENFORCÉE
<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arrosage des espaces sportifs de toute nature est interdit à l'exception d'une nuit par semaine, dès lors que la demande en sera préalablement formulée auprès du service de police de l'eau. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement. Cette disposition concerne également l'arrosage exercé à l'appui d'une ressource compensée, sécurisée.</li><li>• L'arrosage des jardins potagers est interdit de 8 heures à 20 heures.</li><li>• L'arrosage des jardins collectifs membres de structures mettant en œuvre la compensation <u>intégralement et instantanée</u> est interdit de 23 heures à 5 heures et de 11 heures à 17 heures.</li><li>• La vidange des piscines publiques est soumise à autorisation. Le 1<sup>er</sup> remplissage est interdit.</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arrosage des golfs est interdit sauf les greens et départs (un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement).</li><li>• Le prélèvement d'eau en vue du remplissage du niveau des plans d'eau et piscines de loisirs à usage personnel est interdit.</li><li>• Le maintien du niveau des plans d'eau et piscines de loisirs à usage personnel est interdit de 8 heures à 20 heures.</li><li>• La vidange des plans d'eau de toute nature est interdite dans les cours d'eau.</li><li>• Les prélèvements d'eau pour la chasse sont réduits de 50%.</li></ul>

### 6.2.2 Mesures de limitation des usages de l'eau concernant les usages industriels :

**En alerte renforcée, les mesures définies pour l'alerte présentées à l'article 5 sont complétées ou remplacées par les mesures suivantes :**

Mesures d'ALERTE RENFORCÉE
<ul style="list-style-type: none"><li>• Sauf mentions spécifiques dans les arrêtés les concernant, les activités industrielles et commerciales devront réduire leur volume de prélèvement de 50% (le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement).</li></ul>

### 6.2.3 Mesure de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole :

**Dans l'ensemble des zones placées en Alerte Renforcée, l'arrosage des cultures par tout système d'aspersion est interdit de 12h à 18h. Cette mesure ne s'applique pas aux usagers membres d'une organisation disposant d'un règlement d'arrosage validé.**

A défaut d'un règlement d'arrosage tel que défini dans l'arrêté cadre sécheresse n° DDTM-SEMA-2021-0067 du 19 juillet 2021, **les mesures qui s'appliquent consistent en une réduction des prélèvements de 50 % se traduisant par l'interdiction de prélever de 8 heures à 20 heures en situation d'alerte renforcée.**

#### 6.2.3.1 Cas du Canal du midi et du canal de jonction (hors canal de Robine) :

A défaut d'un règlement d'arrosage tel que défini dans l'arrêté cadre sécheresse n° DDTM-SEMA-2021-0067 du 19 juillet 2021, **les mesures qui s'appliquent consistent en une réduction des prélèvements de 50 % se traduisant par la mise en place des tours d'eau suivants :**

Jours pairs : arrosage autorisé en rive gauche (\*) du canal du Midi et du canal de jonction  
arrosage interdit en rive droite (\*) du canal du Midi et du canal de jonction.

Jours impairs : arrosage interdit en rive gauche(\*) du canal du Midi et du canal de jonction  
arrosage autorisé en rive droite (\*) du canal du Midi et du canal de jonction.

*(\*) : la rive gauche est celle située à gauche de l'observateur lorsque celui-ci se place dans le sens d'écoulement du canal du Midi ou du canal de jonction, à savoir de Carcassonne à la mer. De même, la rive droite est celle situés à droite de l'observateur lorsque celui-ci se place dans le sens d'écoulement du canal du Midi ou du canal de jonction, à savoir de Carcassonne à la mer.*

#### 6.2.3.2 Cas du Canal de Robine

A défaut d'un règlement d'arrosage tel que défini dans l'arrêté cadre sécheresse n° DDTM-SEMA-2021-0067 du 19 juillet 2021, **les mesures qui s'appliquent consistent en une réduction des prélèvements de 50 % se traduisant par l'interdiction de prélever de 8 heures à 20 heures en situation d'alerte renforcée.**

#### 6.2.4 Prélèvements compensés par des lâchers de barrage

Les lâchers de barrage doivent compenser intégralement et instantanément les prélèvements durant la période d'alerte renforcée.

L'arrosage des cultures par tout système d'aspersion à l'appui de prélèvements compensés est interdit de 12h à 18h. Cette mesure ne s'applique pas aux usagers membres d'une organisation disposant d'un règlement d'arrosage validé.

#### 6.2.5 Prélèvements bénéficiant d'une ressource sécurisée

Les prélèvements situés **dans** les zones en alerte renforcée doivent être réalisés à partir de leur ressource sécurisée, dès la mise en application du présent arrêté.

L'arrosage des cultures par tout système d'aspersion à l'appui de prélèvements compensés est interdit de 12h à 18h. Cette mesure ne s'applique pas aux usagers membres d'une organisation disposant d'un règlement d'arrosage validé.

#### 6.2.6 Mesure de limitation des usages de l'eau à des fins de navigation :

Les prélèvements effectués par Voies Navigables de France (VNF) sur les cours d'eau sont soumis à des mesures de réduction débitométrique de 50%, sauf en cas de compensation intégrale et instantanée à partir de lâcher de barrage sur la base d'un débit correspondant à cette réduction volumétrique.

En plus des mesures d'alerte, la navigation des bateaux se fera de manière à ce que tout éclusage soit réalisé à pleine capacité des bateaux. L'organisation de la navigation sera réalisée de manière à limiter les fausses bassinées.

#### 6.3.7 Mesure de limitation des usages de l'eau destinés au fonctionnement des milieux naturels :

A défaut d'un règlement d'arrosage, les mesures consistent en une réduction des prélèvements de 50% par l'interdiction de prélever de 8 heures à 20 heures.

6.4 Mesures destinées à la zone de gestion « Bassin de l'Hers vif y compris Vixiège » en coordination interdépartementale avec le département de l'Ariège :

Cas de la rivière Hers-vif hors affluents, en aval de la réalimentation par la retenue de Montbel.

Le présent article liste les mesures relatives aux prélèvements d'eau dans la rivière Hers-vif en aval de la réalimentation par la retenue de Montbel sa nappe d'accompagnement ou ses canaux, qui s'appliquent à l'ensemble des usagers.

*Nb : La partie de l'Hers-vif située en amont de la réalimentation par la retenue de Montbel, ainsi que l'ensemble des affluents de l'Hers-vif sont concernés par les dispositions de l'article 7-4 du présent arrêté.*

Les mesures de restriction applicables sont listées dans le tableau ci-dessous :

Usages	Mesures de restriction des prélèvements dans la rivière Hers-vif en aval de la réalimentation par la retenue de Montbel, sa nappe d'accompagnement ou ses canaux
Irrigation agricole de plein champ	Prélèvement interdit 3,5 jours par semaine, soit une restriction de 50 % du débit autorisé (voir tableau de répartition en annexe 8)
Irrigation agricole pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maraîchage</li> <li>• Pépinière</li> <li>• Arboriculture (par goutte à goutte ou micro-aspersion)</li> </ul>	Prélèvement interdit de 08h00 à 20h00
Autres usages des collectivités et des particuliers (arrosage des potagers, des pelouses, des espaces verts publics et privés, jardins d'agrément, terrains de sport, etc.)	Prélèvement interdit 3,5 jours par semaine, soit une restriction de 50 % du débit autorisé (voir tableau de répartition en annexe 8)
Arrosage des terrains de golfs	Prélèvement interdit 3,5 jours par semaine, soit une restriction de 50 % du débit autorisé (voir tableau de répartition en annexe 8)
Le lavage des véhicules hors des stations professionnelles	Interdit
Activités industrielles et commerciales	Limiter au strict nécessaire la consommation d'eau. Le registre de prélèvement doit être rempli hebdomadairement.
Installations soumises à autorisation au titre de la nomenclature ICPE	Respecter les dispositifs s'appliquant en cas de sécheresses contenues dans les arrêtés d'autorisation. Des dispositions doivent être prévues, si nécessaire, dans l'arrêté d'autorisation de l'ICPE, pour permettre le stockage des rejets en cas d'interdiction de ces derniers. Les mesures citées ci-avant leur étant de toute manière applicable.
Prélèvement d'eau en vue du remplissage <ul style="list-style-type: none"> <li>• ou du maintien du niveau</li> <li>• des plans d'eau de loisirs à usage personnel, quelle que soit leur surface</li> </ul>	Interdit
Dérivation pour canaux	Les prélèvements pour alimenter les canaux seront strictement <ul style="list-style-type: none"> <li>• limités au débit nécessaire pour le maintien de la vie</li> <li>• piscicole présente dans le canal considéré.</li> </ul>

Les restrictions s'appliquent aux points de pompage individuels ou du réseau collectif d'irrigation (SIAHBVA). Sont donc concernées toutes les parcelles desservies par ces points de pompage quelle que soit la commune sur laquelle elles sont situées ; les stations collectives du SIAHBVA restant en pression pour des raisons techniques.



## ARTICLE 7 : MESURES CORRESPONDANT AU NIVEAU DE CRISE

Sur le territoire des communes listées en annexe 5 et pour les ressources citées à l'article 2 qui sont placées en niveau de crise, les mesures suivantes s'appliquent.

Les usages visés sont ceux exclusivement concernés par les ressources mises en crise **sauf en ce qui concerne l'ensemble des usages domestiques de l'eau pour lesquels les restrictions s'applique quelque soit la ressource concernée.**

### 7.1 Mesures destinées aux secteurs Argent-Double (et les affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur) et Orbieu (et affluents rive droite de l'Aude sur ce secteur) mentionnés au tableau à l'article 2

#### 7.1.1 Mesures générales de limitation des usages de l'eau à partir des réseaux d'eau potable ou prélèvement dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines :

**En crise, les mesures définies pour l'alerte renforcée présentées à l'article 6 sont complétées ou remplacées par les mesures suivantes :**

Mesures de CRISE
<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arrosage des pelouses, espaces verts publics et privés et jardins d'agrément est interdit.</li><li>• L'arrosage des espaces sportifs de toute nature est interdit à l'exception d'une nuit par semaine entre 20 heures et 8 heures, dès lors que la demande en sera préalablement formulée auprès du service de police de l'eau. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement. Cette disposition concerne également l'arrosage exercé à l'appui d'une ressource compensée, sécurisée.</li><li>• L'arrosage des jardins potagers est interdit de 8 heures à 20 heures ; il n'est autorisé que 2 heures par jour dans le créneau de 20 heures à 8 heures.</li><li>• L'arrosage des jardins collectifs membres de structures mettant en œuvre la compensation <u>intégralement et instantanée</u> est interdit de 23 heures à 5 heures et de 11 heures à 17 heures ; il n'est autorisé que 2 heures par jour dans ces créneaux.</li><li>• La vidange des piscines publiques est soumise à autorisation. Le remplissage est interdit.</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arrosage des golfs est interdit.</li><li>• Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage personnel est interdit.</li><li>• Le maintien du niveau des plans d'eau et piscines de loisirs à usage personnel est interdit de 8 heures à 20 heures ; il n'est autorisé que 2 heures par jour dans le créneau de 20 heures à 8 heures.</li><li>• La vidange des plans d'eau de toute nature est interdite dans les cours d'eau.</li><li>• Les prélèvements d'eau pour la chasse sont réduits de 70%.</li><li>• Les prélèvements nécessaires à la gestion des milieux naturels (par exemple la gestion d'une lagune) sont réduits de 70 %</li></ul>

### 7.1.2 Mesures de limitation des usages de l'eau concernant les usages industriels :

**En crise, les mesures définies pour l'alerte renforcée présentées à l'article 6 sont complétées ou remplacées par les mesures suivantes :**

<b>Mesures de CRISE</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Sauf mentions spécifiques dans les arrêtés les concernant, les activités industrielles et commerciales devront réduire leur volume de prélèvement de 70% (le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement).</li></ul>

### 7.1.3 Mesure de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole :

#### 1) Règle générale

A défaut d'un règlement d'arrosage adapté à une réduction de 70 % tel que défini dans l'arrêté cadre sécheresse n° DDTM-SEMA-2021-0067 du 19 juillet 2021, **les mesures qui s'appliquent consistent en une réduction des prélèvements de 70 % se traduisant par l'interdiction de prélever de 8 heures à 20 heures quatre jours par semaine et toute la journée trois jours par semaine en situation de crise.**

**Les jours avec autorisation de prélèvement sont :**

- **lundi 20 heures à mardi 8 heures, mercredi 20 heures à jeudi 8 heures, vendredi 20 heures à samedi 8 heures et dimanche 20 heures à lundi 8 heures, pour les prélèvements situés en rive gauche des cours d'eau ;**
- **mardi 20 heures à mercredi 8 heures, jeudi 20 heures à vendredi 8 heures, samedi 20 heures à dimanche 8 heures et dimanche 20 heures à lundi 8 heures, pour les prélèvements situés en rive droite des cours d'eau;**

Cette règle générale fait l'objet des dérogations suivantes :

- L'abreuvement des bêtes est autorisé sans restriction ;
- Les prélèvements pour le maraîchage sont autorisés de 5 heures à 11 heures et de 17 heures à 23 heures ;
- Les prélèvements pour arroser les plantiers sont autorisés de 20 heures à 8 heures.

#### 2) Prélèvements compensés par des lâchers de barrage

Les lâchers de barrage doivent compenser intégralement les prélèvements durant la période de crise. Dans ce cas, les restrictions ne s'appliquent pas.

#### 3) Prélèvements bénéficiant d'une ressource sécurisée

Les prélèvements situés dans les zones en crise doivent être réalisés à partir de leur ressource sécurisée, dès la mise en application du présent arrêté.

### 7.1.5 Mesure de limitation des usages de l'eau destinés au fonctionnement des milieux naturels :

Les mesures consistent en une réduction des prélèvements de 70%.

## **7.2 Mesures destinées au Secteur Aude amont hors axe réalimenté (cf tableau à l'article 2)**

**7.1.1 Mesures générales de limitation des usages de l'eau à partir des réseaux d'eau potable ou prélèvement dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines :**

**En crise, les mesures définies pour l'alerte renforcée présentées à l'article 6 sont complétées ou remplacées par les mesures suivantes :**

<b>Mesures de CRISE</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arrosage des pelouses, espaces verts publics et privés et jardins d'agrément est interdit.</li><li>• L'arrosage des espaces sportifs de toute nature est interdit à l'exception d'une nuit par semaine entre 20 heures et 8 heures, dès lors que la demande en sera préalablement formulée auprès du service de police de l'eau. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement. Cette disposition concerne également l'arrosage exercé à l'appui d'une ressource compensée, sécurisée.</li><li>• L'arrosage des jardins potagers est interdit.</li><li>• La vidange des piscines publiques est soumise à autorisation. Le remplissage est interdit.</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arrosage des golfs est interdit.</li><li>• Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs (y compris piscines) à usage personnel est interdit.</li><li>• Le maintien du niveau des plans d'eau et piscines de loisirs à usage personnel est interdit.</li><li>• La vidange des plans d'eau de toute nature est interdite dans les cours d'eau.</li><li>• Les prélèvements d'eau pour la chasse sont interdits.</li></ul>

**7.1.2 Mesures de limitation des usages de l'eau exercés à l'appui de prélèvements dans les cours d'eau, dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines, concernant les usages industriels :**

**En crise, les mesures définies pour l'alerte renforcée présentées à l'article 6 sont complétées ou remplacées par les mesures suivantes :**

<b>Mesures de CRISE</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Sauf mentions spécifiques dans les arrêtés concernant les activités industrielles et commerciales les prélèvements sont interdits.</li></ul>

### 7.1.3 Mesure de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole :

#### 1) Règle générale

Les prélèvements agricoles sont interdits

#### 2) Prélèvements compensés par des lâchers de barrage

Les lâchers de barrage doivent compenser intégralement les prélèvements durant la période de crise. Dans ce cas, les restrictions ne s'appliquent pas.

### 7.1.5 Mesure de limitation des usages de l'eau destinés au fonctionnement des milieux naturels :

Les prélèvements sont interdits

## 7.3 Mesures destinées aux zones de gestion sous pilotage de la Haute-Garonne (Bassin versant de l'Hers Mort)

### 7.3.1 - Mesures mises en place pour tous usages non agricoles :

Tous les prélèvements non compensés sont interdits. Les différents usagers dont les collectivités et les particuliers doivent se conformer à cette mesure (terrain de sports, espaces verts, etc.).

### 7.3.2 - Usages agricoles :

Les prélèvements agricoles non compensés sont interdits.

Toutefois, des prélèvements limités pourront exceptionnellement être autorisés pour :

- le maraîchage professionnel sous réserve de respecter une restriction de 50 % des prélèvements en volume, accompagnée de toutes les informations permettant leur contrôle (débits de pompe et parcelles irriguées),

Les mesures de restrictions précédemment mentionnées ne s'appliquent pas **aux usages agricoles**, qui par une contractualisation avec un gestionnaire d'ouvrage, bénéficient d'une compensation **intégrale et instantanée** de leur prélèvement par des lâchers d'eau depuis un barrage.

L'arrosage des cultures par tout système d'aspersion à l'appui de prélèvements compensés est interdit de 12h à 18h. Cette mesure ne s'applique pas aux usagers membres d'une organisation disposant d'un règlement d'arrosage validé.

#### 7.4 Mesures destinées à la zone de gestion « Bassin de l'Hers vif y compris Vixiège » en coordination interdépartementale avec le département de l'Ariège

Cas de l'ensemble des affluents de l'Hers vif, cas de la rivière Hers vif à l'amont de la réalimentation par la retenue de Montbel. Exception faite de la rivière Hers-vif (hors affluents) située en aval de la réalimentation par la retenue de Montbel

##### 7.4.1 Champs d'application :

Le présent article liste les mesures relatives aux prélèvements d'eau dans l'ensemble des affluents de l'Hers vif et dans la rivière Hers vif en amont de la réalimentation par la retenue de Montbel, dans les nappes d'accompagnement ou canaux associés.

Ces mesures s'appliquent à l'ensemble des usagers.

##### 7.4.2 Niveau de restriction :

Le niveau de restriction est la crise.

*Nb : la rivière Hers-vif (hors affluents), en aval de la réalimentation par la retenue de Montbel est concernée par les dispositions de l'article 5-3 du présent arrêté.*

##### 7.4.3 Mesures de restrictions applicables:

Usages	Mesures de restriction des prélèvements dans un cours d'eau non réalimenté du département de l'Ariège
Irrigation agricole de plein champ	Interdiction sauf cultures dérogatoires
Irrigation agricole pour : <ul style="list-style-type: none"><li>• Maraîchage</li><li>• Pépinière</li><li>• Arboriculture (par goutte à goutte ou micro-aspersion)</li></ul>	Prélèvement interdit de 8h00 à 20h00
Arrosage des potagers	Prélèvement autorisé de 20h00 à 24h00
Autres usages des collectivités et des particuliers (arrosage des pelouses, des espaces verts publics et privés, jardins d'agrément, terrains de sport, etc.)	Interdit
Arrosage des terrains de golfs	Interdiction d'arroser les terrains de golfs à l'exception des greens qui pourront être préservés, par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20h00 et 8h00, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes hebdomadaires habituels consommés.
Le lavage des véhicules hors des stations professionnelles	Interdit
Activités industrielles et commerciales	Limiter au strict nécessaire la consommation d'eau. Le registre de prélèvement doit être rempli hebdomadairement.

Installations soumises à autorisation au titre de la nomenclature ICPE	Respecter les dispositifs s'appliquant en cas de sécheresses contenues dans les arrêtés d'autorisation. Des dispositions doivent être prévues, si nécessaire, dans l'arrêté d'autorisation de l'ICPE, pour permettre le stockage des rejets en cas d'interdiction de ces derniers. Les mesures citées ci-avant leur étant de toute manière applicable.
Prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage personnel, quelle que soit leur surface	Interdit
Dérivation pour canaux	Les prélèvements pour alimenter les canaux seront strictement limités au débit nécessaire pour le maintien de la vie piscicole présente dans le canal considéré.

Les mesures de restrictions précédemment mentionnées ne s'appliquent pas **aux usages agricoles**, qui par une contractualisation avec un gestionnaire d'ouvrage, bénéficient d'une compensation **intégrale et instantanée** de leur prélèvement par des lâchers d'eau depuis un barrage.

L'arrosage des cultures avec tout système d'aspersion à l'appui de prélèvements compensés est interdit de 12h à 18h. Cette mesure ne s'applique pas aux usagers membres d'une organisation disposant d'un règlement d'arrosage validé.

## **ARTICLE 8 : DÉROGATIONS**

Les prélèvements agricoles réalisés dans une retenue d'irrigation alimentée en dehors de la période d'étiage et ne présentant pas de communication avec la nappe d'accompagnement de la ressource (dite retenue collinaire) ne sont pas concernés par les mesures définies dans cet arrêté.

Sauf exception, les mesures de restrictions précédemment mentionnées ne s'appliquent pas aux usages agricoles, qui par une contractualisation avec un gestionnaire d'ouvrage, bénéficient d'une compensation intégrale et instantanée de leur prélèvement par des lâchers d'eau depuis un barrage.

**Toutefois, l'arrosage des cultures par tout système d'aspersion à l'appui de prélèvements compensés est interdit de 12h à 18h. Cette mesure ne s'applique pas aux usagers membres d'une organisation disposant d'un règlement d'arrosage validé.**

Les prélèvements d'eau destinés à l'adduction d'eau potable, la lutte contre l'incendie et l'abreuvement des animaux ne sont pas soumis à ces mesures.

## **ARTICLE 9 : CONTRÔLES**

Les agents mentionnés à l'article L.172-4 du code de l'environnement recherchent et constatent les infractions au présent arrêté en quelque lieu qu'elles soient commises, dans les limites fixées par l'article L.172-5 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 10 : PÉRIODE DE VALIDITÉ**

**Le présent arrêté prend effet immédiatement et est applicable au plus tard jusqu'au 30 novembre 2022.** En fonction des données de débits et d'une projection d'évolution favorable, la levée des mesures de restriction des prélèvements pourra être envisagée à une date différente par les cellules de crise sécheresse concernées.

## **ARTICLE 11 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de quatre mois par les tiers, à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) dans un délai de deux mois auprès de l'auteur de la décision. Le silence de l'administration vaut rejet implicite de cette demande au terme d'un délai de deux mois.

## **ARTICLE 12 : SANCTIONS**

### **12.1 - Sanctions administratives :**

En application des articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, le non-respect des prescriptions du présent arrêté peut être puni administrativement d'une amende au plus égale à 15 000 € et d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

### **12.2 - Sanctions pénales :**

En cas de poursuites pénales, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 € pour les personnes physiques et de 10 000 € pour les personnes morales.

## **ARTICLE 13 : PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est adressé aux communes concernées pour affichage en mairie pendant une durée minimale de quatre mois et mise à disposition du public, dans chaque mairie, au-delà de la durée d'affichage.

Un certificat d'affichage constatant l'accomplissement de cette formalité prévue par l'article R211-70 du code de l'environnement devra être adressé par ces communes, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude.

Il est mis en ligne sur le site Internet départemental de l'État [www.aude.gouv.fr](http://www.aude.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois et il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

## **ARTICLE 14 : AUTRES MESURES POSSIBLES**

Les collectivités locales peuvent à tout moment prendre par arrêté municipal des mesures de restriction plus contraignantes et adaptées à une situation localisée en fonction des ressources en eau de leur territoire, en application du code général des collectivités territoriales (article L.2212-2 du CGCT) sur le fondement de la salubrité et de la sécurité. Ces arrêtés sont envoyés pour information à la Préfecture, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ainsi qu'à l'Agence Régionale de Santé.



## ARTICLE 15 : EXÉCUTION

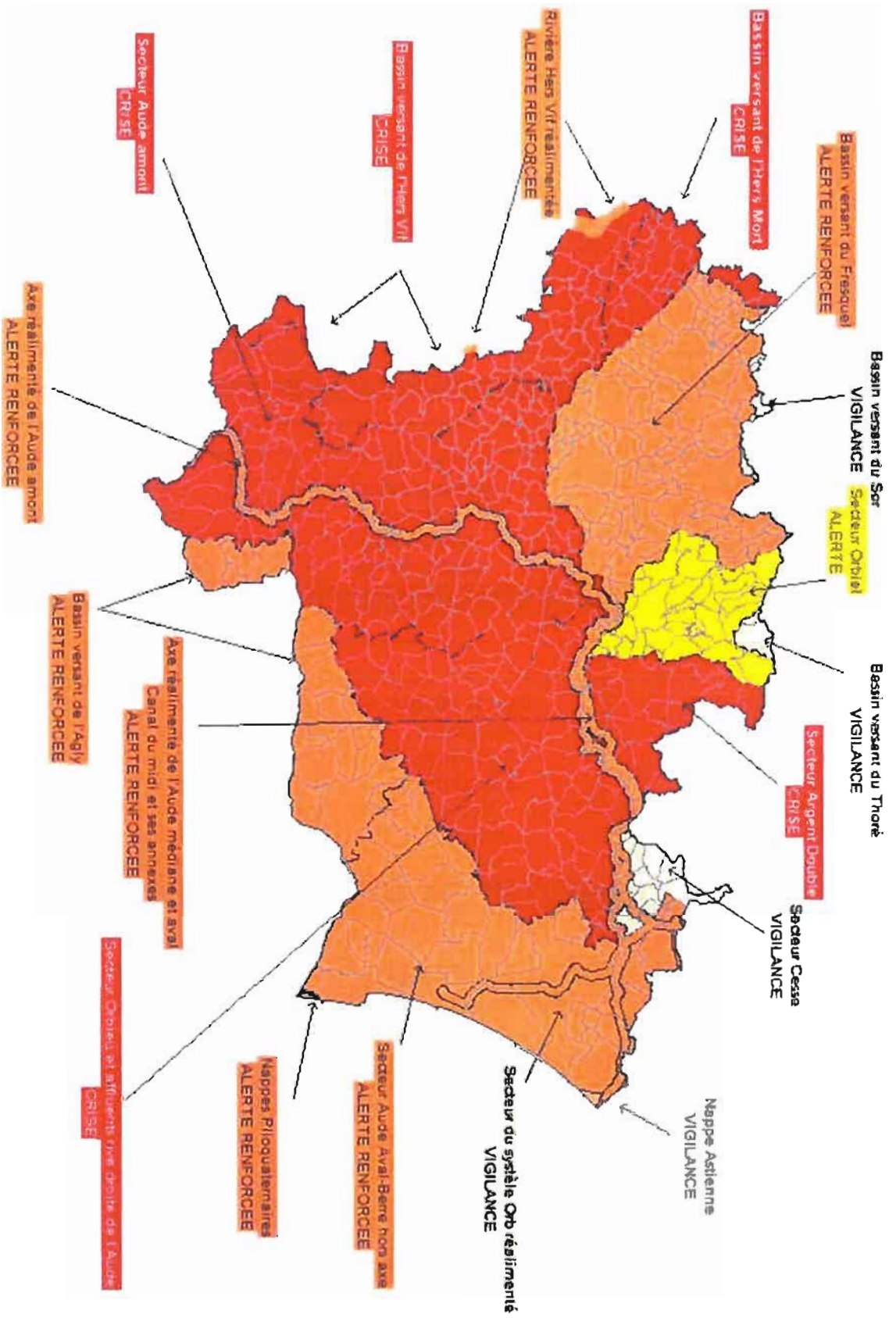
Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, monsieur le sous-préfet de Narbonne, monsieur le sous-préfet de Limoux, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Aude, le directeur de l'Agence Régionale de Santé, le directeur départemental de la sécurité publique, le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, le directeur territorial sud-ouest de Voies Navigables de France, le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de l'Aude, les maires des communes dont la liste figure en annexe au présent arrêté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Une copie du présent arrêté sera adressée au Directeur de l'Eau et de la Biodiversité, au Préfet de la région Rhône-Alpes, coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, aux Préfets des départements limitrophes (Hérault, Pyrénées-Orientales, Ariège, Tarn et Haute-Garonne).

Carcassonne, le 11 OCT. 2022

Le préfet  
  
Thierry BONNIER

## ANNEXE 1



**ANNEXE 2 :  
Liste des communes situées dans un secteur en vigilance**

<b>Secteur du Sor</b> Les Brunels Labecède Lauragais La Pomarède Saissac Villemagne
--

<b>Secteur du Thoré</b> Castans Labastide Espartacrenque Pradelles Cabardès
--

<b>Communes desservies par le système Orb</b>		
Argeliers Bages Bize Caves Coursan Cuxac d'Aude Fitou Fleury d'Aude Ginestas	Gruissan La Palme Leucate Mirpeisset Narbonne Ouveillan Peyriac de Mer	Port la Nouvelle Roquefort des Corbières Saint Nazaire Salles d'Aude Sigean Treilles

<b>Secteur Cesse et affluents de l'Aude</b>		
Argens Minervoises Bize Minervoises Ginestas Mailhac	Marcorignan Mirpeisset Paraza Pouzols Minervoises Roubia	Saint Marcel Saint Nazaire Sainte Valière Salles d'Aude Ventenac en Minervoises

<b>Communes desservies par la nappe Astienne</b>	
Fleury d'Aude	

**ANNEXE 3 :**  
**Liste des communes situées dans un secteur en alerte**

<b>Secteur Orbiel et affluents de l'Aude</b>		
Aragon	Lastours	Salsigne
Bagnoles	Laure Minervoises	Trassanel
Bouilhonnac	Les Ilhes	Trèbes
Brousses et Villaret	Les Martyrs	Villalier
Cabrespine	Limousis	Villanière
Carcassonne	Malves en Minervoises	Villardonnell
Castans	Mas Cabardès	Villarzel Cabardès
Caudebronde	Miraval Cabardès	Villedubert
Conques-sur-Orbiel	Montolieu	Villegailhenc
Cuxac Cabardès	Pennautier	Villegly
Fontiers Cabardès	Pradelles Cabardès	Villemoustaussou
Fournes Cabardès	Roquefère	Villeneuve Minervoises
Fraisse Cabardès	Rustiques	
La Tourette	Sallèles Cabardès	
Labastide Esparbairénque		

**ANNEXE 4 :  
Liste des communes situées dans un secteur en Alerie Renforcée**

Axe réalimenté de l'Aude Amont		
<p>Pieussse Fomas Preixan Quillan Quibajou Roquefort de Sault Rouffiac d'Aude Saint Martin Lys Sainte Colombe sur Guette</p>	<p>Couffouliens Couiza Cournanel Escouloubre Espérazza Fontanes de Sault Le Clat Limoux Luc sur Aude Montazels</p>	<p>Alet les Bains Artigues Aunat Axat Belvianes et Cavirac Bessède de Sault Campagne sur Aude Carcassonne Cavanac Cépie</p>

Axe réalimenté de l'Aude Médiane et Aval (y compris canal du Midi et ses annexes)		
<p>Raissac d'Aude Roquecourbe Minervois Roubia Saint Couat d'Aude Saint Marcel sur Aude Saint Nazaire d'Aude Sallèles d'Aude Salles d'Aude Tourouzelles Trèbes Ventenac en Minervois Villalier Villedubert Villemoustausson</p>	<p>Floure Foutès d'Aude Ginestas Homps La Redorte Lezignan Marcorignan Marselllette Mirepeisset Moussan Narbonne Ouveillan Paraza Port La Nouvelle Puchéric</p>	<p>Argeliers Argens Minervois Azille Barbaira Bertiac Blomac Canet Capendu Carcassonne Castelnau d'Aude Coursan Cuxac d'Aude Douzens Fleury</p>

Secteur Agly et affluents de l'Aude	
<p>Secteur : Verdoble</p> <p>Cubières-sur-Cinoble Cucugnan Davejan Dernacueillette Duilhac-sous-Reyreperouse Maisons Massac Montgallard Padern Palatrac Paziols Quintillan Rouffiac-des-Corbières Soulaigé Tuchan</p>	<p>Secteur : Agly et Boulzane</p> <p>Bugarach Camps-sur-l'Agly Cubières-sur-Cinoble Ginja Montfort-sur-Boulzane Puilaurens Salvezines</p>

**Liste des communes situées dans un secteur en Alerte Renforcée**

<b>Secteur Aude aval Berre et Rieu (hors fleuve Aude)</b>		
Albas	Fontjoncouse	Roquefort des Corbières
Argeliers	Fraisse des Corbières	Saint André de Roquelongue
Armissan	Ginestas	Saint Jean de Barrou
Bages	Gruissan	Saint Marcel d'Aude
Bizanet	La Palme	Sallèles d'Aude
Bize Minervois	Mirepeisset	Salles d'Aude
Cascastel des Corbières	Montredon des	Sigean
Caves	Corbières	Talairan
Coursan	Moussan	Thézan des Corbières
Cuxac d'Aude	Narbonne	Treilles
Durban des Corbières	Néviau	Villeneuve les Corbières
Embres et Castelmaure	Ouveillan	Villesèque des Corbières
Feuilla	Peyriac de Mer	Vinassan
Fitou	Port La Nouvelle	Leucate
Fleury	Portel des Corbières	
	Quintillan	

<b>Secteur Fresquel</b>		
Airoux	La Force	Pezens
Alairac	La Pomarède	Puginier
Alzonne	Labastide d'Anjou	Raissac sur Lampy
Aragon	Labécède Lauragais	Ricaud
Arzens	Lacombe	Saint Denis
Baraigne	Laprade	Saint Martin Lalande
Bram	Lasbordes	Saint Martin le Vieil
Brézilhac	Lasserre de Prouilhe	Saint Papoul
Brousses et Villaret	Laurabuc	Saint Paulet
Cailhau	Laurac	Sainte Eulalie
Cailhavel	Lavalette	Saissac
Carcassonne	Les Brunels	Souilhanel
Carlipa	Les Cassés	Souilhe
Castelnaudary	Les Martyrs	Soupex
Caudebronde	Mas Saintes Puelles	Tréville
Caux et Sauzens	Mireval Lauragais	Ventenac Cabardès
Cenne Monestiés	Montferrand	Verdun en Lauragais
Cuxac Cabardès	Montnaur	Villasavary
Fanjeaux	Montolieu	Villemagne
Fendeille	Montréal	Villemoustaussou
Ferran	Moussoulens	Villeneuve la Comptal
Fontiers Cabardès	Pennautier	Villeneuve les Montréal
Issel	Pexiora	Villepinte
La Cassaigne	Peyrens	Villesèquelande
		Villesisle
		Villespy

Liste des communes situées dans un secteur en Alerie Renforcée

Rivière de l'Hers Vif réalimenté en aval du barrage de Montbel
Belpech Molandier Tréziers
Communes desservies par la nappe Pliquoternaire
Leucate

**ANNEXE 5 :**  
**liste des communes situées dans un secteur en Crise**

<b>Secteur Aude amont (hors axe réalimenté)</b>		
Ajac	Escueillens et Saint Just	Niort de Sault
Alaigne	Espérasa	Palaja
Alairac	Espezel	Pauligne
Albières	Fa	Peyrolles
Alet-les-Bains	Fajac en Val	Pieusse
Antugnac	Fenouillet du Razès	Pomas
Arques	Ferran	Pomy
Artigues	Festes et Saint André	Preixan
Aunat	Fontanès de Sault	Puilaurens
Axat	Fourtou	Puivert
Belcaire	Gaja et Villedieu	Quillan
Belcastel et Buc	Galinagues	Quirbajou
Belfort-sur-Rebenty	Gardie	Rennes le Château
Bellegarde du Razès	Ginoles	Renne les Bains
Belvèze du Razès	Gramazie	Rivel
Belvianes et Cavirac	Granès	Rodome
Belvis	Greffeil	Roquefeuil
Bessède de Sault	Hounoux	Roquefort de Sault
Bouisse	Joucou	Roquetaillade
Bouriège	La Bezole	Rouffiac d'Aude
Bourigeole	La Courtète	Roullens
Brenac	La Digne d'Amont	Routier
Brézilhac	La Digne d'Aval	Rouvenac
Brugairolles	La Fajolle	Saint Couat du Razès
Bugarach	La Serpent	Saint Ferriol
Cailhau	Ladem sur Lauquet	Saint Hilaire
Cailla	Lauraguel	Saint Jean de Paracol
Cambieure	Lavalette	Saint Julia de Bec
Campagna de Sault	Le Bousquet	Saint Just et le Bézu
Campagne sur Aude	Le Clat	Saint Louis et Parahou
Camurac	Leuc	Saint Martin de Villeregran
Carcassonne	Lignairolles	Saint Martin Lys
Cassaignes	Limoux	Saint Polycarpe
Castelreng	Loupia	Sainte Colombe sur Guette
Caunette sur Lauquet	Luc sur Aude	Salvezines
Cavanac	Magrie	Serres
Cazilhac	Maras	Sougraigne
Cépie	Malviès	Terroles
Clermont sur Lauquet	Marsa	Tourelles
Comus	Mas des Cours	Valmigère
Conilhac de la Montagne	Mazerolles du Razès	Véraza
Coudons	Mazuby	Verzeille
Couffoulens	Mérial	Villar Saint Anselme
Couiza	Missègre	Villardebelle
Counozouls	Montazels	Villazel-du-Razès
Cournanel	Montclar	Villebazy
Coustaussa	Montgradail	Villefloure
Donzac	Monthaut	Villelongue d'Aude
Escoulobre	Nébias	



**liste des communes situées dans un secteur en Crise**

<b>Secteur Argent Double et affluents de l'Aude</b>		
Aignes Vives Argens Minervois Azille Badens Bagnoles Blomac Cabrespine Caunes Minervois	Citou Homps La Redorte Laure Minervois Lespinassière Marsellette Pépieux Peyriac Minervois	Puichéric Rieux Minervois Rustiques Saint Fricoux Trausse Trèbes Villarzel Cabardès Villeneuve Minervois

<b>Secteur de l'Hers Mort</b>		
Baraigne Bellou Cumies Fajac la Relenque Fonters du Razès Gournelle La Louvière Lauragais Laurac Les Cassès	Marquain Mas Saintes Puelles Mayreville Mézerville Molandier Molléville Montauriol Montferand Montmaur	Payra-sur-l'Hers Peyrefitte sur l'Hers Saint-Amans Saint-Michel de Lanes Saint-Fauler Sainte-Camelle Salles-sur-l'Hers Villeneuve la Comptal

<b>Bassin versant de l'Hers Vif non réellement y compris Vixiège</b>		
Belcaire Belpech Belvis Bourigeole Cahuzac La Cassaigne Camurac Caudéal Cazalrenoux Chabre Comus Corbières Coudons Courtauly La Courtière Escueillens et Saint-Just-de-Belengard Espezel Fanjeaux Fenouillet du Razès Fontès du Razès	Gaja la Selve Generville Gueytes et Labastide Homoux La Bezole La Louvière Lafage Laurac Lignatrolles Mayreville Mézerville Molandier Monthaut Montjardin Nébias Orsans Pécharic et le Py Pech Luna Peyrefitte du Razès Peyrefitte sur l'Hers	Plaigne Plavilla Pomy Puvvert Ribouisse Rivet Saint-Amans Saint-Benoit Sainte-Camelle Saint-Gaudéric Saint-Julien de Briola Saint-Sernin Sainte-Colombe sur l'Hers Saint-Sernin Seignalens Somnac sur l'Hers Tréziers Villautou Villefort

liste des communes situées dans un secteur en Crise

Secteur Orbieu et affluents de l'Aude		
Albas	Floure	Ornaisons
Albières	Fontcouverte	Palairac
Arquettes en Val	Fontiès d'Aude	Palaja
Auriac	Fontjoncouse	Pradelles en Val
Barbaira	Fourtou	Raissac d'Aude
Berriac	Jonquières	Ribaute
Bizanet	Labastide en Val	Rieux en Val
Bouisse	Lagrasse	Roquecourbe
Boutenac	Lairière	Saint André de Roquelongue
Camplong d'Aude	Lanet	Saint Couat d'Aude
Canet	Laroque de Fa	Saint Laurent de la Cabrerisse
Capendu	Lézignan Corbières	Saint Martin des Puits
Carcassonne	Luc-sur-Orbieu	Saint Pierre des Champs
Castelnau d'Aude	Marcorignan	Salza
Caunettes en Val	Massac	Serviès en Val
Clermont sur Lauquet	Mayronnes	Talairan
Comigne	Montbrun des Corbières	Taurize
Conilhac Corbières	Montirat	Termes
Coustouge	Montjoi	Thézan des Corbières
Cruscades	Montlaur	Tournissan
Davejean	Montségret	Tourouzelle
Douzens	Monze	Trèbes
Escales	Moussan	Vigneville
Fabrezan	Mouthoumet	Villar en Val
Félines Termenès	Moux	Villedaigne
Ferrals les Corbières	Narbonne	Villeroige Termenès
	Névian	Villetritouls

ANNEXE 6 :

Etat de l'irrigation		Au A 8 h 00	
Calendrier A	Calendrier B		
Interdit	Interdit	29/09/22	29/09/22
Interdit	Interdit	30/09/22	30/09/22
Interdit	Interdit	01/10/22	01/10/22
Interdit	Interdit	02/10/22	02/10/22
Interdit	Interdit	03/10/22	03/10/22
Interdit	Interdit	04/10/22	04/10/22
Interdit	Interdit	05/10/22	05/10/22
Interdit	Interdit	06/10/22	06/10/22
Interdit	Interdit	07/10/22	07/10/22
Interdit	Interdit	08/10/22	08/10/22
Interdit	Interdit	09/10/22	09/10/22
Interdit	Interdit	10/10/22	10/10/22
Interdit	Interdit	11/10/22	11/10/22
Interdit	Interdit	12/10/22	12/10/22
Interdit	Interdit	13/10/22	13/10/22
Interdit	Interdit	14/10/22	14/10/22
Interdit	Interdit	15/10/22	15/10/22
Interdit	Interdit	16/10/22	16/10/22
Interdit	Interdit	17/10/22	17/10/22
Interdit	Interdit	18/10/22	18/10/22
Interdit	Interdit	19/10/22	19/10/22
Interdit	Interdit	20/10/22	20/10/22
Interdit	Interdit	21/10/22	21/10/22
Interdit	Interdit	22/10/22	22/10/22
Interdit	Interdit	23/10/22	23/10/22
Interdit	Interdit	24/10/22	24/10/22
Interdit	Interdit	25/10/22	25/10/22
Interdit	Interdit	26/10/22	26/10/22
Interdit	Interdit	27/10/22	27/10/22
Interdit	Interdit	28/10/22	28/10/22
Interdit	Interdit	29/10/22	29/10/22
Interdit	Interdit	30/10/22	30/10/22
Interdit	Interdit	31/10/22	31/10/22
Interdit	Interdit	01/11/22	01/11/22
Interdit	Interdit	02/11/22	02/11/22
Interdit	Interdit	03/11/22	03/11/22
Interdit	Interdit	04/11/22	04/11/22
Interdit	Interdit	05/11/22	05/11/22
Interdit	Interdit	06/11/22	06/11/22
Interdit	Interdit	07/11/22	07/11/22
Interdit	Interdit	08/11/22	08/11/22
Interdit	Interdit	09/11/22	09/11/22
Interdit	Interdit	10/11/22	10/11/22
Interdit	Interdit	11/11/22	11/11/22
Interdit	Interdit	12/11/22	12/11/22
Interdit	Interdit	13/11/22	13/11/22
Interdit	Interdit	14/11/22	14/11/22
Interdit	Interdit	15/11/22	15/11/22

## ANNEXE 6 Bis :

		Etat de l'irrigation	
Du À 8 h 00	Au À 8 h 00	Calendrier A	Calendrier B
29/09/22	30/09/22	Autorisé	Autorisé
30/09/22	01/10/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
01/10/22	02/10/22	Autorisé	Autorisé
02/10/22	03/10/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
03/10/22	04/10/22	Autorisé	Autorisé
04/10/22	05/10/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
05/10/22	06/10/22	Autorisé	Autorisé
06/10/22	07/10/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
07/10/22	08/10/22	Autorisé	Autorisé
08/10/22	09/10/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
09/10/22	10/10/22	Autorisé	Autorisé
10/10/22	11/10/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
11/10/22	12/10/22	Autorisé	Autorisé
12/10/22	13/10/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
13/10/22	14/10/22	Autorisé	Autorisé
14/10/22	15/10/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
15/10/22	16/10/22	Autorisé	Autorisé
16/10/22	17/10/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
17/10/22	18/10/22	Autorisé	Autorisé
18/10/22	19/10/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
19/10/22	20/10/22	Autorisé	Autorisé
20/10/22	21/10/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
21/10/22	22/10/22	Autorisé	Autorisé
22/10/22	23/10/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
23/10/22	24/10/22	Autorisé	Autorisé
24/10/22	25/10/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
<b>25/10/22</b>	26/10/22	Autorisé	Autorisé
26/10/22	27/10/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
27/10/22	28/10/22	Autorisé	Autorisé
28/10/22	29/10/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
29/10/22	30/10/22	Autorisé	Autorisé
30/10/22	31/10/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
31/10/22	01/11/22	Autorisé	Autorisé
01/11/22	02/11/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
02/11/22	03/11/22	Autorisé	Autorisé
03/11/22	04/11/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
04/11/22	05/11/22	Autorisé	Autorisé
05/11/22	06/11/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
06/11/22	07/11/22	Autorisé	Autorisé
07/11/22	08/11/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
08/11/22	09/11/22	Autorisé	Autorisé
09/11/22	10/11/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
10/11/22	11/11/22	Autorisé	Autorisé
11/11/22	12/11/22	Autorisé	<b>Interdit</b>
12/11/22	13/11/22	Autorisé	Autorisé
13/11/22	14/11/22	<b>Interdit</b>	Autorisé
14/11/22	15/11/22	Autorisé	Autorisé
15/11/22	15/11/2022 (minuit)	Autorisé	<b>Interdit</b>

### Règlement d'arrosage sur les prélèvements en cours d'eau et mesures de restriction associées

#### a) Périmètre du règlement d'arrosage

Les règlements d'arrosage pourront être proposés à l'initiative des préleveurs individuels ou collectifs ou du représentant de ces derniers, sur la base des périmètres suivants :

- Préleveur individuel : périmètre desservi par la prise d'eau,
- Préleveur collectif : périmètre de l'ASA ou du réseau d'irrigation collectif,
- Représentant des préleveurs : tout ou partie d'un cours d'eau.

Les règlements d'arrosage devront être cohérents sur le même secteur hydrographique.

#### b) Cadre des règlements d'arrosage

Ce règlement d'arrosage devra être élaboré sur le schéma général suivant :

- Définition du volume ou du débit de prélèvement ou de la hauteur d'eau de référence permettant d'appliquer la réduction.
- Prélèvements gravitaires : la réduction du prélèvement est réalisée sur le débit d'irrigation, à l'exclusion du débit nécessaire au maintien en eau du canal. Les préleveurs doivent fournir à la DTM les hauteurs de référence  $H_0$  correspondant aux débits de prélèvements moyens mensuels mesurés entre le 1er juin et le 31 octobre sur une période allant de 3 à 5 ans.  $H_m$  correspondant au débit nécessaire au maintien en eau du canal.
- Prélèvements par pompage : la réduction du prélèvement est réalisée sur le débit ou le volume d'irrigation. Les préleveurs doivent fournir à la DTM les débits de référence  $Q_0$  ou volumes de référence  $V_0$  correspondant aux prélèvements moyens mensuels mesurés entre le 1er juin et le 31 octobre sur une période allant de 3 à 5 ans.
- La réduction du prélèvement s'applique sur la base des valeurs de référence ( $H_0$ ,  $Q_0$ ,  $V_0$ )
- Définition du volume, du débit ou de la hauteur d'eau correspondant au prélèvement soumis à restriction ( $H_m$ ,  $Q_m$ ,  $V_m$ ).
- Protocole envisagé permettant la réduction volumétrique des prélèvements, Moyens mis à disposition des agents des services de l'état pour effectuer un contrôle effectif des mesures prises (accès aux installations, aux données de prélèvement ...).

La validation du règlement d'arrosage par la DTM reposera sur le respect des points précédents.

#### c) Contrôle des installations de prélèvements ayant un règlement d'arrosage

Le règlement d'arrosage valide ainsi que les autorisations de pompage devront pouvoir être présentées aux agents chargés de contrôle.

Un compteur volumétrique (prélèvements par pompage) ou un dispositif d'évaluation des volumes prélevés (canaux gravitaires) devra être mis en place.

Pour les prélèvements par canaux gravitaires, les contrôles seront réalisés à partir du dispositif d'évaluation des volumes prélevés, situé au point de prélèvement. Pour les prélèvements par pompage, les contrôles seront réalisés par tout moyen utile (marche/arrêt des pompes, temps de fonctionnement, registre,...) précisé par le préleveur dans son règlement d'arrosage.

#### **d) Objectifs à atteindre**

Dans le cadre de ces règlements d'arrosage, la réduction volumétrique de prélèvement devra être de :

- 25% en situation d'alerte,
- 50% en situation d'alerte renforcée.

**ANNEXE 8 :  
Restrictions rivière Hers-vil niveau Alerie Renforcée**

Séances de restriction	Séance 1 et 2		Séance 3 et 4		Séance 5 et 6		Séances de restriction
	secteur 1	secteur 2	secteur 1	secteur 2	secteur 1	secteur 2	
50,00 %	08h-20h	20h-08h	08h-20h	20h-08h	08h-20h	20h-08h	50,00 %
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		
50,00 %	08h-20h	20h-08h	08h-20h	20h-08h	08h-20h	20h-08h	50,00 %
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		
50,00 %	08h-20h	20h-08h	08h-20h	20h-08h	08h-20h	20h-08h	50,00 %
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		
	ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		ARRÊT DE L'IRIGATION		

**Arrêté préfectoral DLC/BELPAG n° 11-2022-142 délivrant le titre de maître-restaurateur  
à Monsieur Rabah ZAOUÏ**

**Le Préfet de l'Aude,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le décret n°2007-1359 du 14 septembre 2007 relatif au titre de maître-restaurateur ;
- VU** l'arrêté du 14 septembre 2007 relatif à l'attribution du titre de maître-restaurateur ;
- VU** l'arrêté du 14 septembre 2007 relatif au cahier des charges du titre de maître-restaurateur ;
- VU** l'arrêté du 14 septembre 2007 relatif aux conditions de justification des compétences requises pour bénéficier du titre de maître-restaurateur ;
- VU** l'arrêté du 17 janvier 2008 fixant la liste des organismes certificateurs aptes à réaliser l'audit externe relatif à la délivrance du titre de maître-restaurateur ;
- VU** la demande formulée le 3 octobre 2022 par Monsieur Rabah ZAOUÏ, président de la SAS RZ, établissement de restauration «RABAH ZAOUÏ PIZZERIA», sis à CARCASSONNE 11000 – 124, avenue Franklin Roosevelt, sollicitant l'attribution du titre de maître restaurateur ;
- VU** les pièces du dossier et notamment le rapport d'audit réalisé le 10 juin 2022 par l'organisme de contrôle «Bureau Véritas», concluant que le demandeur satisfait au cahier des charges réglementaires ;
- SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

**ARRÊTE :**

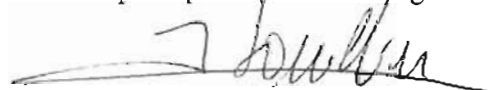
**ARTICLE 1** - Le titre de maître-restaurateur est délivré à Monsieur Rabah ZAOUÏ, président de la SAS RZ, établissement de restauration «RABAH ZAOUÏ PIZZERIA», sis à CARCASSONNE 11000 – 124, avenue Franklin Roosevelt.

**ARTICLE 2** - Le titre de maître-restaurateur visé à l'article 1<sup>er</sup> est délivré pour une durée de **quatre ans** à compter de la date de la présente décision. Pour en obtenir le renouvellement, le bénéficiaire devra effectuer sa demande deux mois avant l'expiration de cette période.

**ARTICLE 3** - La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur départemental des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 6 octobre 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef du bureau des élections, des  
libertés publiques et des affaires générales



Jason TOUILLIER